

ce sont les économies personnelles qu'il faudra affecter aux placements, tout comme cela s'est fait par le passé.

J'ai traité le commerce étranger et notre économie domestique qui me paraît bouleversée. J'ai également parlé de l'inflation et de la prospérité d'après-guerre ainsi que du moyen artificiel de stimuler l'économie du pays. J'aborde maintenant une dernière question. Quelques mots au sujet du tripotage sur le marché des obligations. Aujourd'hui, le prix des obligations n'est plus fixé, comme autrefois, par les achats et les ventes des centaines et des milliers de particuliers. Il est établi par un petit groupe qui se réunit ici à Ottawa. Comment procède-t-il? Par l'appui que donne la Banque du Canada au marché des valeurs. On s'est rendu compte, au cours des quelques derniers mois, des méfaits de cette façon de procéder. En janvier dernier, parce que la Banque a changé d'attitude à l'égard des obligations, leur prix est tombé de 104½ à 101½. Plus tard, vers le début de février, il est de nouveau descendu de 101½ à 100¼. Evidemment, on a pris ces dispositions sans prévenir les gens d'affaires. Il fallait agir ainsi. On se rend facilement compte des ennuis occasionnés aux exécuteurs, curateurs et autres particuliers qui détenaient de telles obligations, mais qui ont dû les vendre depuis. Si le Gouvernement lui-même a essuyé des pertes sur les transactions de ses divers organismes, j'aimerais bien savoir où il a obtenu l'autorité nécessaire pour affecter des fonds au remboursement de ces pertes. Cependant, nous pourrions revenir plus tard sur cette question.

Bien entendu, il s'agit d'utiliser les fonds de l'Etat en ayant recours à certains organismes créés par lui. Il y a aussi la caisse d'assurance-chômage et la caisse de placements à laquelle les gens de la finance s'intéressent vivement depuis très longtemps. Jusqu'à ces derniers temps, cette caisse demeurait plus ou moins mystérieuse. Mais j'ai cru observer, l'autre soir, que le ministre des Finances (M. Abbott) en a parlé ouvertement. Comme je lui ai posé une question à ce sujet tout dernièrement, il se peut que j'y sois pour quelque chose. J'ai voulu savoir d'où provenait l'autorisation d'établir cette caisse et on m'a cité deux textes de loi. En somme, même celui qui, comme moi, connaît assez peu le droit, sait bien qu'il n'est pas facile de relever une autorisation en consultant deux textes de loi. Il faut les analyser car les textes ne sont ni clairs, ni distincts ni irréductibles. Lorsque j'ai pu me procurer ces deux textes j'ai consulté un véritable avocat, —non pas un avocat réformé comme moi—

[M. Macdonnell (Muskoka-Ontario).]

même,—afin de connaître son opinion au sujet de ces deux textes de loi. Il m'a affirmé qu'il ne pouvait y relever la moindre autorisation. Je laisse maintenant cette question que nous pourrions élucider plus tard. Dans l'espace de six mois la caisse a dépensé 300 millions de notre argent pour acheter des obligations sur le marché, ce qui a laissé un solde d'environ 600 millions de dollars.

A cet égard et à d'autres nous reviendrons sans doute un jour à la réalité. Nous en viendrons un jour à douter du bon jugement de deux ou trois personnages installés dans un bureau; quels que soient en effet leurs talents, la qualité de leur esprit ou leur zèle, et quelque nécessaires que soient leurs services, ils ne sont pas doués d'omniscience ni de la sagesse suprême. Ils ont contre eux le jugement de centaines de mille personnes qui d'un jour à l'autre font assaut de jugement à titre de vendeurs ou d'acheteurs. Ils savent que les prix s'établissent ainsi et non pas par un effet de cette sagesse surhumaine.

Il est plutôt intéressant de constater ce qui s'est produit en Angleterre où fonctionne un gouvernement socialiste. Evidemment cette nouvelle révélation suit son cours. A tout événement M. Dalton le croyait. Je veux signaler brièvement à la Chambre ce qui s'est produit en Angleterre et que l'*Economist* de Londres décrit comme un précédent dangereux et désagréable.

Ancien Chancelier de l'Echiquier, M. Dalton a entrepris de favoriser une certaine valeur, mais les résultats ont été désastreux. Voici le témoignage de l'*Economist*:

On a levé cette semaine (8 mai) un coin du voile épais qui couvrait les activités officielles de l'an dernier sur le marché des valeurs de tout repos. Dans le passé, la méthode de comptabilité gouvernementale a généralement suffi... à cacher au public la plupart des activités ministérielles, mais des opérations de l'envergure de celles de M. Dalton devaient nécessairement tôt ou tard se révéler à travers cet écran.

Je recommande la lecture de ce texte au ministre des Finances. Certaines de ses opérations commencent également à percer au grand jour. L'*Economist* de Londres continue dans les termes suivants:

L'automne dernier, pendant la période qui a précédé le budget les 'Daltons'...

(Les valeurs portaient péjorativement le nom de Dalton.)

...accusèrent une hausse de dix points, mais ne tardèrent pas à s'écrouler aussitôt que leur parrain disparût de la scène.

On notera que ces valeurs étaient désignées sous le nom de Daltons. J'espère qu'on ne rappellera jamais le souvenir du ministre des Finances de la même manière. De toute façon, leur parrain disparût de la scène.